

Tout soumettre au capitalisme, l'objectif des réformes Macron

Depuis le début février plus de huit projets de « réformes fondamentales » ont été annoncées. Après les ordonnances sur le code du travail, Macron veut soumettre tous les secteurs de la vie économique et sociale aux objectifs du capitalisme et lui permettre d'étendre l'exploitation des salariés sans entrave.

Réforme du transport ferroviaire :

Préparation de la privatisation de la SNCF en la transformant en société anonyme. Ouverture à la concurrence accélérée. Abandon du fret au privé. 2900 km de lignes jugées non rentables supprimés, transfert des gares et réseau aux régions. Fin du statut de cheminot. Les nouveaux entrants seront embauchés sous statut de droit privé. Les agents encore sous statut se verront proposer une mobilité nationale, un refus vaudra démission. Un plan de départs volontaires sera mis en place.

Réforme de l'hôpital public

Les dépenses de santé sont de 195 milliards annuels, un marché rentable considérable, que le gouvernement veut transférer au secteur privé.

La méthode présentée par la ministre de la santé A. Buzyn : limiter encore plus les dépenses, austerité renforcée, suppressions de services, fermetures d'hôpitaux dont la fusion par territoire est accélérée.

Nouveau partage des fonctions public-privé partout, en renforçant l'introduction du secteur privé. Dérégulation du droit du travail: recours accru à du personnel contractuel, rémunération au mérite.

(suite de la page 2)

La réponse, c'est l'union des travailleurs, du peuple, tous ensemble dans des actions interprofessionnelles de plus en plus fortes pour les faire reculer.

Dans cette lutte de classe la nécessité de lutter tous ensemble contre le capital est une exigence

Casse du statut des hospitaliers.

Sélection à l'Université, réforme du bac.

La loi sur l'accès à l'Université et la réforme du baccalauréat et du lycée se complètent. Pour l'université, « Lorsque le nombre de candidatures excède les capacités d'accueil d'une formation, l'université pourra sélectionner ses futurs étudiants ».

Les capacités d'accueil seront déterminées par « les perspectives d'insertion professionnelle ».

La réforme du bac et du lycée organisée autour d'un tronc commun complété par des options choisies parmi huit spécialités renforcera encore les inégalités. Le Ministre J.-M. Blanquer reconnaît qu'il ne sera pas possible d'offrir toutes les disciplines dans chaque lycée. C'est la notion même d'éducation nationale qui est mise en cause..

L'apprentissage, la formation seront dispensés en fonction des besoins à court terme des entreprises.

L'apprentissage qui était piloté par les régions, sera piloté par le patronat. Le gouvernement veut casser définitivement l'apprentissage d'un véritable métier pour les jeunes, il veut formater la jeunesse au système capitaliste. A la grande satisfaction du Medef qui de plus empochera les 4 milliards de l'envelop-

qui grandit.

Elle doit grandir encore plus. Coordonner le mouvement social, est essentiel et urgent pour mettre un coup d'arrêt à cette politique.

Notre Parti met toutes ses forces dans cette bataille de classe et appelle également à la lutte

pe apprentissage...

La réforme du secteur public.

Tous les services publics, sociaux dans les départements sont sa-bordés: fermetures des postes, services décentralisés des préfectures etc. Macron veut en finir avec la fonction publique: casse du statut et suppression de 120 000 fonctionnaires, recours aux contractuels qui représentent aujourd'hui 20% des effectifs (soit près de 1 million), rémunération au mérite, plan de départs volontaires. Les futures missions de l'Etat seraient réduites à quelques fonctions régaliennes: l'Armée et la Police par ex.

Les projets de réformes présentés par Macron et son gouvernement ont tous le même schéma, achever les privatisations des services publics, déjà largement engagées par les gouvernements de droite et du PS qui l'ont précédé depuis plus de 30 ans. Les ordonnances du code du travail ont livré les salariés à l'exploitation capitaliste libérée de toute entrave. Les lois El Khomry, comme les Ordonnances sont la poursuite considérablement aggravée des lois Auroux de 1982, des lois Seguin (1987), Balladur (1993), Aubry (1998-2000) et de la loi Fillon (2004).

La réponse des travailleurs, de la jeunesse, ne peut être que la lutte tous ensemble de plus en plus fort, dès maintenant pour stopper Macron avec le capital.

politique, car tant que le capitalisme existera et dominera la société, il exploitera, il organisera la régression sociale. Il ne disparaîtra pas de lui-même. Il faut lutter pour le faire reculer jusqu'à l'abattre pour qu'il y ait un changement radical de société.